



## RENFORCER LES SERVICES PUBLICS

**A**vec le Brexit de plus en plus problématique, avec l'hypocrisie dominante sur l'accueil des réfugiés, avec la montée des populismes xénophobes, la construction européenne est à la croisée des chemins.

Le capital financier supporte de plus en plus mal les services publics, qu'il dénonce comme outil principal d'un soi-disant « état-providence ». Mais surtout, il lorgne sur les profits qui lui échappent tant que ces entreprises et services sont la propriété de tous. En effet, un service public est ouvert à tous et ses usagers ont des droits, les tarifs sont encadrés sous contrôle parlementaire. Le patronat rêve d'usagers mués en clients, de tarifs soumis « à la concurrence », c'est-à-dire à la rentabilité financière.

Le Président Macron s'en occupe : sous couvert de directives européennes, il accélère un processus largement entamé par ses prédécesseurs.

Au contraire, **les entreprises et services publics sont notre bien commun. Ils doivent être préservés et renforcés pour répondre aux défis de notre temps.**

### SOMMAIRE

- Se rassembler pour résister
- Emploi, Écologie
- La Paix, des Libertés menacées

P. 2

P. 3

P. 4

## Résistances : Lomme n'est pas encore un désert

**N**otre Président est un virtuose des « réformes ». Elles pleuvent et se succèdent en rangs serrés, méthodiquement. Le résultat est toujours conforme aux objectifs du MEDEF et de la Commission européenne : austérité, précarité, suppressions de postes, privatisations. , après la disparition à Lomme de la CAF, d'une antenne de Pôle emploi, **IL EST POSSIBLE D'ARRÊTER LA CASSE !**

### LA POSTE

L'État vient d'annoncer son désengagement de « La Poste » au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations. L'entreprise change ainsi de statut et franchit un pas de plus vers la privatisation et sa mutation en groupe bancaire. Les fermetures, ou transformation en simples « points de contact », de bureaux de poste se multiplient. A Lille, les bureaux de **Vauban, République, Bois Blancs, Gambetta** disparaissent pour faire place à une seule structure.

La disparition du bureau de Lomme-Lambersart était programmée pour le 31 décembre 2017.

Une large mobilisation des habitants du quartier a fait son effet : **ce bureau est toujours ouvert.**

### GARE SNCF

La SNCF avait décidé la disparition de notre gare pour 2018, bien qu'elle ne désamplisse pas. L'indignation des usagers, la mobilisation des syndicats et de responsables politiques ont porté un **coup d'arrêt** à ce projet.

**Mais comme pour La Poste, rien n'est définitivement acquis. Vigilance !**

## Invertissons la tendance, LE PCF PROPOSE ...

**On ne le répétera jamais assez : l'argent existe ! La fraude fiscale, que le gouvernement refuse d'affronter, représente 100 milliards d'euros. La France est en tête des pays européens pour la distribution des dividendes. En revanche, le pouvoir d'achat des couches populaires sera en baisse en 2019 (1) et la pauvreté gagne du terrain. La « théorie du ruisellement » est un leurre.**

(1) En fait, il serait en hausse, mais en moyenne, et uniquement grâce à la quasi disparition de l'ISF (de source INSEE)

### RETRAITES

Le Président vante les mérites du « modèle suédois ». C'est-à-dire de la retraite par points, qui remplacerait notre système par répartition, fondé sur la solidarité entre les générations. Pour le plus grand profit des banques, chacun compterait ses points jusqu'à ... 65 ? 67 ans ? C'est déjà le cas dans d'autres pays européens.

**Le PCF propose une pension à taux plein, dès 60 ans, indexée sur les salaires et jamais inférieure au SMIC.**

### SECURITÉ SOCIALE

Selon le journal « Les Échos », le gouvernement envisage de supprimer l'obligation qu'a l'État de compenser le « trou » de la Sécu, ain-

si que de transformer le CICE en allègement de charges pour les entreprises.

### SANTÉ

Le député PCF du Nord Alain Bruneel a entrepris avec ses collègues un tour de France des hôpitaux. Il raconte « le malaise très profond » de tous les personnels du fait du manque de moyens.

**En soumettant les revenus financiers au taux actuel des cotisations patronales, ont dégagerait 26 milliards pour les retraites et la Sécu.**

# Emploi-formation : en finir avec le chômage

Chômeurs comptabilisés ou sortis des statistiques, temps partiel subis ... Huit millions de personnes (un quart de la population active) sont touchées. La précarité de tous les emplois ne cesse de progresser, particulièrement chez les jeunes.

Pour nourrir le capital, la logique en vigueur repose sur la baisse des salaires et la généralisation de l'insécurité.

Au contraire, nous pensons que le moteur d'une société moderne doit être **l'épanouissement des individus**, au quotidien comme au travail. Notre système éducatif y prépare la jeunesse de plus en plus mal. Pour 2019, on attend 32000 élèves en plus, et on supprime 3000 postes en lycées et collèges, dont 2650 postes d'enseignants.

Le ministre Blanquer se vante d'un budget en augmentation, mais on sait déjà que celle-ci, de 1,7 %, ne couvrira pas l'inflation.

**L'entreprise doit être au service de l'intérêt général.** Les député.e.s communistes proposent une **loi de sécurisation de l'emploi et de**

**la formation** : « L'activité économique des entreprises [...], à but lucratif ou non, a pour finalité le bien-être des producteurs, la sécurité de l'emploi et de la formation, la satisfaction des besoins des citoyens, la préservation de l'environnement. Les choix de gestion des entreprises sont guidés par ces buts qui prennent toute autre considération ».

## Le sport amateur au panier



## Transition écologique : URGENCE

Le fonctionnement du système capitaliste repose sur les intérêts de quelques-uns, qui gèrent la planète au détriment de l'immense majorité. **Ce système est incompatible avec le respect de l'environnement.** C'est ce que révèle l'impuissance avouée de Nicolas Hulot.

**Le capitalisme a fait son temps,**



**l'incivilité aussi.**

Le capital financier a besoin, pour assurer ses profits et sa domination sur les peuples, de la déforestation, du travail des enfants, de la baisse des salaires et des retraites, de l'accroissement des inégalités. Le CO2 ou la fonte des glaces sont loin des préoccupations des marchands d'armes, des oligarchies financières.

Il y a urgence à construire un grand rassemblement social, économique et écologique, prenant en compte l'avenir de la planète.

## LA PAIX DU MONDE FRAGILISÉE

Donald Trump tweete, dénonce, vocifère et certains finissent par en rire. Il n'y a pas de quoi : cet homme est dangereux. La suprématie étasunienne sur le reste de la planète est son seul but avoué. C'est au prix de son mépris pour le réchauffement climatique, d'attaques inconsidérées contre l'Europe, la Chine et d'autres parties du Monde.

Il s'agit pour l'instant de guerres commerciales, mais elles sont accompagnées d'une politique délibérée de surarmement. Trump veut, et réussit à entraîner l'OTAN, et donc l'Europe, dans cette course folle. La France n'est pas en reste : la nouvelle loi de programmation militaire 2019-2025 passe de 23,3 à 37 milliards d'euros, en augmentant de 60 % le coût de la seule dissuasion nucléaire.

Notre pays ne sort pas de ses contradictions : à la tribune de l'ONU, il porte un message de paix au Moyen-Orient, mais 60 % de nos ventes d'armes, soit 3,9 milliards d'euros, sont allés dans cette région l'an dernier.

La Paix est en danger. Comme le souhaitent 76 % des Français, **notre pays doit impérativement rejoindre les 122 états (sur 192) signataires du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires.**

MV



## ATTEINTES AUX LIBERTÉS SYNDICALES

De plus en plus, dans de nombreuses entreprises, le patronat sent monter le mécontentement et n'hésite plus à utiliser la répression, sous de multiples formes, contre les responsables syndicaux.

Les exemples ne manquent pas : pour le public, au CHRU de Lille, chez les cheminots à Calais, à Aulnoye ... pour le privé : à Enédis, à GRDF, à Goodyear, etc.

Les militants sont traités comme des voyous. Pour avoir défendu les emplois et l'outil industriel, ils sont menacés de licenciement, poursuivis en justice et souvent condamnés à de lourdes peines : amendes et même prison avec sursis.

En cassant le droit du travail, le pouvoir et le patronat montrent combien ils craignent l'intervention des salariés dans l'entreprise. **Une véritable démocratie sur le lieu de travail permettrait de mettre en évidence le coût social du capital, le montant exorbitant de certains dividendes, opposé à des salaires trop bas pour permettre de relancer l'économie.**

Les communistes sont particulièrement sensibles à cet enjeu : mieux respecter l'homme et la femme au travail, c'est jeter les bases d'une société plus démocratique et plus humaine.

PL

### CONTACT



Les communistes de Lille



[lille.pcf.fr](http://lille.pcf.fr)



74 rue d'Artois, Lille



03 20 60 32 02



[contact@lille.pcf.fr](mailto:contact@lille.pcf.fr)